

**Accord collectif**

**SALARIÉS NON CADRES DES ENTREPRISES  
DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX  
(HAUTE-NORMANDIE)**

ACCORD DU 27 JANVIER 2009

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : AGRS0997048M

Entre :

Le syndicat des entrepreneurs de travaux agricoles et ruraux de la Seine-Maritime ;

L'union départementale des entrepreneurs de travaux agricoles et ruraux de la Seine-Maritime ;

Le syndicat départemental des entreprises de travaux agricoles et ruraux de l'Eure,

D'une part, et

L'union régionale des syndicats de l'agroalimentaire CFDT de Haute-Normandie ;

L'union régionale des syndicats CFTC-Agri de Haute-Normandie ;

La fédération nationale agroalimentaire et forestière (FNAF) CGT ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture (FGTA) FO,

D'autre part,

Les organisations professionnelles et syndicales, visées ci-dessus, ont souhaité mettre en place, au sein des entreprises relevant du champ d'application du présent accord, un régime de prévoyance obligatoire ayant pour objet de garantir les salariés non cadres en cas d'incapacité temporaire de travail, d'incapacité permanente de travail et de décès ;

En application de l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale, il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

1. Les entreprises concernées par l'accord collectif de prévoyance

Sont concernées par le présent accord toutes les entreprises de travaux agricoles et ruraux de Haute-Normandie entrant dans le champ d'application de la convention collective régionale de travail du 3 juillet 1970.

Elles seront ci-après désignées « le(s) entreprise(s) ».

## 2. Les salariés couverts

Sont couverts par le présent accord tous les salariés non cadres des entreprises visées au 1 du présent article.

Ils seront ci-après désignés « le(s) salarié(s) ».

## Article 2

### *Adhésion et affiliation*

Le présent accord concerne l'ensemble des salariés et des entreprises définis à l'article 1<sup>er</sup>.

Il a pour objet la définition des garanties « incapacité temporaire, incapacité permanente et décès » dont bénéficieront les salariés relevant de cet accord.

Ces garanties et leur modalité d'application sont mentionnées dans le présent accord.

Pour garantir ces prestations, les salariés devront obligatoirement être affiliés à l'organisme assureur désigné à l'article 3 pour gérer le régime de prévoyance.

## Article 3

### *Organisme assureur*

La gestion du régime de prévoyance est assurée par Agri-Prévoyance, institution de prévoyance régie par le code rural, sise 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris, par annexe au présent accord.

## Article 4

### *Garantie incapacité temporaire*

#### 1. Conditions et modalités d'indemnisation

En cas d'incapacité de travail temporaire dûment constatée par un certificat médical et ouvrant droit aux indemnités journalières du régime de base de la sécurité sociale, les salariés bénéficient d'indemnités journalières complémentaires versées par Agri-Prévoyance, à la condition toutefois de justifier d'une ancienneté :

- de 2 mois dans l'entreprise ;
- ou de 6 mois, continus ou non, dans la branche professionnelle, et ce sur une période de 12 mois.

Le versement des indemnités journalières complémentaires intervient :

- après un délai de carence de 7 jours en cas de maladie ou d'accident de la vie privée ;
- dès le 1<sup>er</sup> jour en cas d'arrêt consécutif à un accident du travail, de trajet, ou de maladie professionnelle.

## 2. Montant de l'indemnisation

Les salariés bénéficient d'indemnités journalières complémentaires, versées par Agri-Prévoyance, de sorte que l'indemnisation globale (indemnités journalières versées par le régime de base ainsi que les indemnités journalières complémentaires) soit égale à 80 % du salaire brut du salarié, tant que dure le versement des indemnités journalières du régime de base de la sécurité sociale.

Le salaire brut pris en compte lors du calcul des indemnités journalières complémentaires correspond à celle retenue pour le calcul des indemnités journalières du régime de base de la sécurité sociale.

En tout état de cause, l'indemnisation du salarié par Agri-Prévoyance ne peut avoir pour effet de lui servir un revenu de remplacement net (indemnités journalières versées par le régime de base ainsi que les indemnités journalières complémentaires) supérieur à sa rémunération nette d'activité.

Les indemnités journalières complémentaires sont revalorisées selon les mêmes modalités que les indemnités journalières du régime de base.

En cas de rupture du contrat de travail, avant la fin de la période d'indemnisation, les indemnités journalières versées par Agri-Prévoyance sont maintenues tant que dure le versement d'indemnités journalières par le régime de base.

## Article 4

### *Garantie incapacité permanente*

#### 1. Conditions et modalités d'indemnisation

Agri-Prévoyance verse mensuellement aux salariés visés à l'article 1.2 du présent accord, et justifiant de l'ancienneté précisée à l'article 2.1 ci-dessus, une pension d'invalidité complémentaire ou une rente accident du travail complémentaire, dès lors que ces derniers bénéficient au titre du régime de base :

- d'une pension d'invalidité de catégories 1, 2 ou 3 ;
- ou d'une rente accident du travail au taux d'incapacité au moins égal aux 2/3.

La garantie incapacité permanente intervient dès la date de reconnaissance de l'incapacité permanente par le régime de base de la sécurité sociale.

#### 2. Montant de l'indemnisation

Le montant total des prestations perçues (pension ou rente du régime de base ainsi que la pension ou rente versée par Agri-Prévoyance) servi est égal à 80 % du salaire brut du salarié.

Le salaire brut, retenu pour le calcul des prestations complémentaires (pension d'invalidité ou rente accident du travail), correspond au 1/12 des salaires bruts des 12 derniers mois civils précédant l'arrêt de travail et ayant donné lieu à cotisations.

En tout état de cause, l'indemnisation du salarié prévue ci-dessus ne peut avoir pour effet de lui servir un revenu de remplacement net (pension ou rente du régime de base ainsi que la pension ou rente versée par Agri-Prévoyance) supérieur à sa rémunération nette perçue avant l'incapacité permanente du salarié.

Les pensions et rentes complémentaires versées par Agri-Prévoyance :

- sont revalorisées selon les mêmes modalités que les pensions et rentes du régime de base ;
- cessent à la date de liquidation d'une pension de retraite versée par le régime de base.

## Article 5

### *Garantie décès*

Cette couverture décès comprend trois prestations :

- un capital décès ;
- une rente annuelle d'éducation ;
- une indemnité frais d'obsèques.

La garantie décès couvre tous les risques décès, à l'exclusion de ceux résultant :

- de la guerre civile ou étrangère ;
- du fait volontaire du bénéficiaire, le suicide étant toutefois pris en charge.

#### *a) Le capital décès*

En cas de décès d'un salarié (quelle que soit son ancienneté dans l'entreprise), Agri-Prévoyance verse à la demande du ou des bénéficiaires, un capital décès d'un montant égal à :

- 100 % de son salaire annuel brut ;
- majoré de 25 % par enfant à charge ;
- et majoré de 50 % pour le conjoint survivant non séparé de corps ou au cocontractant d'un Pacs.

Le montant minimum du capital est fixé à 8 000 €.

Le capital est versé en priorité au conjoint survivant non séparé de corps ou au cocontractant d'un Pacs, à moins que le salarié ait fixé et notifié à Agri-Prévoyance une répartition entre son conjoint et ses descendants, cette répartition ne pouvant réduire la part du conjoint à moins de 50 % du capital.

En l'absence de conjoint survivant non séparé de corps ou d'un cocontractant d'un Pacs, le capital est versé aux descendants.

En l'absence de ces bénéficiaires prioritaires, le capital est attribué dans l'ordre de préférence suivant :

- aux bénéficiaires désignés par le salarié ;
- au concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune ;
- aux héritiers du salarié.

Pour le bénéfice de la majoration pour enfant à charge, sont considérés comme :

- « enfant » :
  - l'enfant du salarié (légitime, adopté ou reconnu, né ou à naître) ;
  - l'enfant recueilli par le salarié et pour lequel la qualité de tuteur lui a été reconnue ;

- l'enfant qui a été élevé par le salarié pendant 9 ans au moins avant son 16<sup>e</sup> anniversaire ;
- l'enfant dont la qualité d'ayant droit du salarié a été reconnue par le régime de base.
- « enfant à charge » :
  - les enfants âgés de moins de 18 ans, quelle que soit leur situation ;
  - les enfants âgés de moins de 26 ans lorsqu'ils sont étudiants, apprentis, demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE et non indemnisés par les ASSEDIC ;
  - les enfants reconnus invalides au sens de la législation des assurances sociales, quel que soit leur âge.

Le salaire annuel brut retenu, pour calculer le montant du capital décès, est celui qui correspond au salaire brut des 4 derniers trimestres civils précédant le décès et ayant donné lieu à cotisations.

En cas d'invalidité absolue et définitive (3<sup>e</sup> catégorie), constatée par le régime de base de la sécurité sociale, interdisant au salarié toute activité rémunérée, et l'obligeant à être assisté d'une tierce personne pour les actes de la vie courante, le capital décès peut lui être versé, sur sa demande, de façon anticipée en 24 mensualités.

#### *b) La rente annuelle d'éducation*

En cas de décès d'un salarié justifiant de 12 mois (continus ou non) d'affiliation, chaque enfant à charge du salarié, tel que défini ci-dessus perçoit une rente annuelle d'éducation égale à :

- 4 % du plafond annuel de la sécurité sociale pour un enfant à charge de 0 à 10 ans ;
- 8 % du plafond annuel de la sécurité sociale pour un enfant à charge de 11 à 17 ans ;
- 11 % du plafond annuel de la sécurité sociale pour un enfant à charge de 18 à 26 ans.

Pour le bénéfice de la rente éducation, sont considérés comme :

- « enfant » :
  - l'enfant du salarié (légitime, adopté ou reconnu, né ou à naître) ;
  - l'enfant recueilli par le salarié et pour lequel la qualité de tuteur lui a été reconnue ;
  - l'enfant qui a été élevé par le salarié pendant 9 ans au moins avant son 16<sup>e</sup> anniversaire ;
  - l'enfant dont la qualité d'ayant droit du salarié a été reconnue par le régime de base.
- « enfant à charge » :
  - les enfants âgés de moins de 18 ans, quelle que soit leur situation ;
  - les enfants âgés de moins de 26 ans lorsqu'ils sont étudiants, apprentis, demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE et non indemnisés par les ASSEDIC ou invalides au sens de la législation des assurances sociales.

Pour les enfants à charge de plus de 18 ans (qui ne sont pas invalides au sens de la législation des assurances sociales), le droit à la rente est soumis à la justification de la poursuite de la scolarité.

Cette rente éducation est versée au représentant légal de l'enfant s'il est mineur, et directement au bénéficiaire s'il est majeur.

c) L'indemnité frais d'obsèques

En cas de décès d'un salarié (quelle que soit son ancienneté dans l'entreprise), une indemnité frais d'obsèques est versée au bénéficiaire du capital décès ayant supporté les frais d'obsèques.

Le montant de cette indemnité est égal à 100 % du plafond mensuel de la sécurité sociale en vigueur à la date du décès.

## Article 6

### *Assurance des charges sociales patronales*

Les charges sociales dues sur les indemnités journalières complémentaires sont payées à la caisse de mutualité sociale agricole par Agri-Prévoyance et financées par la cotisation « assurance des charges patronales » visée à l'article 7 du présent accord.

Les indemnités journalières sont servies nettes de cotisations salariales, mais également de CSG et CRDS.

## Article 7

### *Cotisations*

a) Taux, assiette, répartition des cotisations

Les cotisations servant au financement des garanties définies dans le présent accord sont assises sur la totalité des rémunérations brutes entrant dans l'assiette des cotisations du régime de base de la sécurité sociale.

Elles sont appelées pour les salariés quelle que soit leur ancienneté et sont prises en charge par l'entreprise et les salariés dans les conditions suivantes :

	TAUX	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Incapacité de travail .....	0,83 %	0,39 %	0,44 %
Invalidité .....	0,40 %	0,31 %	0,09 %
Décès .....	0,42 %	0,32 %	0,10 %
Total .....	1,65 %	1,02 %	0,63 %
Assurance des charges sociales patronales .....	0,14 %	0,14 %	
Total .....	1,79 %	1,16 %	0,63 %

b) Caractère obligatoire du système de garantie

L'adhésion est obligatoire.

Elle résulte de la signature du présent accord par les organisations syndicales représentatives. Elle s'impose dans les relations individuelles de travail et les salariés concernés ne pourront s'opposer au précompte de leur quote-part de cotisation.

## **Article 8**

### *Gestion des cotisations et des prestations*

#### **1. L'appel des cotisations**

Chaque trimestre, la Mutualité sociale agricole effectue l'appel de l'ensemble des cotisations Agri-Prévoyance auprès des entreprises visées au présent accord, et ce conjointement à l'appel des cotisations du régime de base de la sécurité sociale.

#### **2. Le versement des prestations**

En matière d'incapacité temporaire de travail, les indemnités journalières complémentaires sont versées par la caisse de la Mutualité sociale agricole conjointement aux indemnités journalières du régime de base de la sécurité sociale, leur montant étant détaillé sur un même décompte.

Les indemnités journalières complémentaires seront versées nettes de cotisations salariales, de CSG et de CRDS.

En cas d'incapacité permanente ou de décès du salarié, les prestations afférentes sont versées directement par Agri-Prévoyance.

## **Article 9**

### *Réexamen du régime et du choix de l'organisme assureur*

Les parties signataires examineront au moins tous les 5 ans, sur la base des résultats communiqués chaque année par Agri-Prévoyance, les conditions et les modalités de la mutualisation des risques ainsi que le choix de l'organisme assureur, conformément aux dispositions des articles L. 912-1 et L. 912-2 du code de la sécurité sociale.

## **Article 10**

### *Durée, révision, dénonciation*

L'accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il pourra être modifié selon le dispositif prévu aux articles L. 2261-7 et L. 2267-8 du code du travail.

Il pourra également être dénoncé à tout moment par les parties signataires du présent accord. La dénonciation sera régie par les articles L. 2261-9 et suivants du code du travail. Le préavis de dénonciation est fixé à 3 mois.

En cas de dénonciation du présent accord ou de changement d'organisme assureur :

- les prestations d'incapacité temporaire et permanente en cours de service seront maintenues par Agri-Prévoyance à leur niveau atteint au jour de la résiliation ;
- il appartiendra aux parties signataires du présent accord d'organiser avec le nouvel assureur la poursuite de la revalorisation des prestations incapacité temporaire et permanente au moins sur la base de l'évolution du point de retraite ARRCO ;
- la couverture décès sera également maintenue aux salariés ou anciens salariés indemnisés par Agri-Prévoyance au titre des garanties incapacité temporaire et permanente prévues au présent accord.

### **Article 11**

#### *Date d'effet*

Les dispositions du présent accord entreront en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009, sous réserve de l'extension, et s'appliqueront aux arrêts de travail et déclarations d'invalidité survenus à partir de cette date.

### **Article 12**

#### *Extension*

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord, déposé par la partie la plus diligente, en 2 exemplaires.

Fait à Rouen, le 27 janvier 2009.

(Suivent les signatures.)